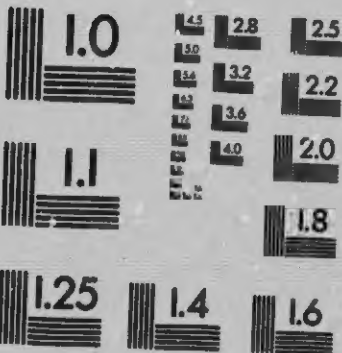


MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax



Montreal - 1913 -

LIGUE ANTIALCOOLIQUE DE MONTREAL

"Suggestions et amendements présentés à la Commission
Royale, pour l'étude de la Loi des Licences."

REMARQUES PRELIMINAIRES (EXTRAIT)

En 1900, le docteur et professeur A. Joffroy résumait
admirablement les dangers de l'intempérance :

"Les ravages de l'alcoolisme, écrivais-je en 1900,
"sont tels qu'on peut dire que c'est peut-être actuelle-
"ment la cause la plus puissante de la déchéance de la
"famille et de la décadence des nations... Non seule-
"ment il peuple les asiles d'aliénés et les hôpitaux, mais
"encore il remplit les prisons... C'est l'une des causes
"les plus fréquentes de la tuberculose pulmonaire, des
"maladies du foie... Il ne modifie pas seulement l'in-
"dividu, il modifie encore sa descendance dont il dimi-
"nue la vitalité".

Et il continue en ces termes :—

"Avant tout, il est nécessaire de montrer à tous le
"mal et ses conséquences; et ces notions doivent être
"données à l'homme dès son enfance, à l'école et dans la
"famille".

"Aussi, Législateurs et Gouvernants ont été amenés
"à mettre en jeu une série longue et variée de mesures
"repressives, préventives et curatives, en harmonie avec
"la science et l'expérience acquise.

"Il existe dans le Code pénal français (Art. 317 S. 4)
"un article ainsi conçu: "Celui qui aura occasionné à
"autrui une maladie ou incapacité de travail personnel,
"en lui administrant volontairement, de quelque ma-
"nière que ce soit, des substances qui, sans être de na-
"ture à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera
"puni d'un emprisonnement de un mois à cinq ans et
"d'une amende de seize francs à cinq cents francs. C'est

“là une ressource que la jurisprudence pourrait utiliser, non seulement contre les cabaretiers débitant des liqueurs fortes, mais aussi contre tous les fauteurs de l'ivresse en général”.

Ces paroles sont extraites du “Traité de l'alcoolisme” désormais classique, publié à Paris en 1905 par les célèbres médecins, H. Triboulet, Félix Mathieu et Roger Mignot, avec une préface du professeur A. Joffroy.

Ces mêmes auteurs font remarquer, au même endroit de leur livre, à la page 414, “Que si le buveur occasionnel ou invétéré agit presque toujours inconsciemment et que si, par conséquent, les juges peuvent hésiter à condamner un ivrogne, quand ils savent que tout conspire, dans l'organisation actuelle de l'Etat, pour faire tomber le malheureux, incapable de résister aux tentations qui l'entourent, il n'en est pas de même des gens qui vivent de l'alcoolisme d'autrui, le provoquent ou l'encouragent: cabaretiers, et débitants de toute espèce, camarades du buveur...”

“Rien ne venant atténuer la responsabilité de ces fauteurs de l'ivrognerie, la loi doit être pour eux dure et implacable”.

Au sujet de la grande objection aux mesures prohibitives contre l'alcoolisme qui sont de nature, affirmé-t-on, à diminuer les ressources de l'Etat, voici en quels termes le professeur Joffroy expose son sentiment :—

“C'est au contraire à diminuer ces bénéfices, ou plus justement ce mirage de bénéfices, qu'il doit travailler, car il faut bien qu'on sache que les impôts produits par la consommation de l'alcool ne constituent qu'un revenu apparent et que l'élévation de leur chiffre indique que non pas la richesse du pays, mais l'intensité du mal qui le ronge. L'impôt sur l'alcool ne suffisant pas à payer la dépense des hôpitaux, des asiles d'aliénés et des prisons que l'alcoolisme chronique rend nécessaires, n'est donc pas une source de revenus réels pour l'Etat. En effet, plus l'alcool produit d'impôts, plus le pays s'appauvrit, car non seulement il faut déduire des impôts provenant de l'alcool ce que coûtent les alcooliques qui remplissent les hôpitaux, les asiles d'aliénés et les prisons, mais encore il faut en retrancher le gain qu'aurait produit le travail de tous ces

"malades, de tous ces aliénés, de tous ces criminels, s'ils
"n'étaient devenus victimes de l'alcool".

La Ligue demande au Gouvernement de vouloir bien
conserver aux Conseils Municipaux des districts ruraux
le droit d'accorder ou de refuser les licences d'hôtel.

D'abord il est de l'intérêt du pays qu'ils conservent
intégralement en cela comme dans le reste leur droits
acquis, ensuite ce sont ces Conseils Municipaux qui peu-
vent le mieux connaître les exigences de leur district.
C'est à eux à voir si les hôtelleries de tempérance ont
besoin d'être un peu aidées dans l'intérêt du public.

Si nous voulons séparer la vente des épiceries de la
vente des liqueurs, c'est pour protéger les femmes, les
mères de familles et les enfants.

Il serait facile de prouver par des faits le progrès
que fait l'alcoolisme chez la femme, grâce à la facilité
pour elle d'obtenir avec ses épiceries les liqueurs eni-
vrantes.

Les enfants se familiarisent dès le bas âge, avec la
vue, l'odeur, le contact et l'usage des boissons alcool-
iques.

La Ligue demande l'abolition du comptoir dans les
buvettes. Cette suppression est d'une importance ca-
pitale, et a déjà, dans certains pays, obtenu de merveil-
leux résultats.

Le comptoir fournit au cabaretier ou à l'hôtelier un
moyen facile d'augmenter énormément ses chances de
profits.

Le comptoir constitue pour l'infortuné client de l'al-
coolisme un véritable danger et une perpétuelle occa-
sion de chûtes fréquentes... "C'est que les hommes se
"rassemblent près du comptoir pour causer en buvant,
"s'offrent mutuellement des tournées (ou traites), ne
"cessent de s'exciter à boire d'avantage".

Et trop souvent hélas! voici le spectacle attristant
qu'offre la buvette aux yeux de ceux qui la fréquen-
tent en si grand nombre. Des hommes de nos classes
éclairées, debout près d'un comptoir, s'animent à lever
le coude et à vider gaiement leur verre en présence,
parfois en compagnie de simples manoeuvres, de pau-
vres ouvriers et même de très jeunes gens que leur
exemple excite à faire inconsciemment la même chose.

Pour l'obtention d'une licence d'auberge ou d'hôtel le requérant devra désormais fournir au percepteur du revenu de la province un certificat régulièrement signé par la majorité des électeurs municipaux de votation où il veut avoir son établissement. C'est ce qu'exige au moins le bon sens, sans parler de la justice, ni d'une sage économie politique, ni du bien du pays.

Protégeons donc les vrais intérêts du pays; et que la majorité dans tous nos arrondissements de votation, légitimement constitués, accorde ou refuse les licences, sans que personne puisse jamais intervenir pour la gêner dans ses décisions.

Résumons à la hâte ce que pensent, supposent ou paraissent supposer ceux qui vivent de l'alcoolisme, leurs amis et leurs clients.

Grâce à des intérêts communs, à des ressources énormes et à des influences politiques puissantes, ils constituent une armée formidable, toujours en éveil et toujours prête à s'opposer avec une infatigable énergie à la moindre mesure qui semble menacer, si peu que ce soit, le commerce des alcools.

Voici en abrégé leurs prétentions :—

10.—Les boissons alcooliques sont utiles; il y en a même d'hygiéniques; l'alcool est un bon aliment; en faire un usage modéré peut être salulaire.

20.—Les lois de tempérance sont inutiles, imprudentes, souvent très injustes, préjudiciables aux intérêts du pays, opposées à la liberté du commerce, et ne mènent jamais à aucun résultat durable.

30.—Les anti-alcoolistes sont des gens exagérés, ils vivent de rêves irréalisables, sont incapables de comprendre, comme il le faut, ce qu'exige le maniement des hommes et des choses politiques. Il y a souvent chez eux de l'hypocrisie, et leur zèle ne vient pas toujours de l'amour du prochain.

Maintenant résumons ce que pensent les amis de la tempérance et tous ceux qui sont aujourd'hui dans le mouvement anti-alcoolique. Ils constituent, eux aussi,

une armée considérable assez bien organisée il est vrai, mais sans ressources suffisantes. Heureusement ils voient leur nombre croître sans cesse dans les différents pays du monde.

Voici ce qu'aujourd'hui, à l'encontre de leurs vœux, ils doivent nécessairement affirmer —

10.—La science contemporaine soutient, avec raison et preuves à l'appui, que l'alcool, poison, surtout du foie et du système nerveux, est en vérité une substance dangereuse dont les hommes doivent absolument s'abstenir.

“ Ajoutons qu'il existe en Angleterre, en Amérique et en Suisse, des hôpitaux d'où l'alcool est absolument “proscrit”.

(a) Il n'y a pas de boissons hygiéniques parmi les boissons alcooliques.

(b) L'usage extrêmement modéré d'une des boissons fermentées peut ne pas toujours nuire à certains individus, mais n'est jamais véritablement salubre.

Voulez-vous, disent les premiers médecins du jour, être, à tous les instants de votre existence, en possession aussi complète que possible de vos facultés et de vos moyens naturels? Soyez d'une rigoureuse abstinence. C'est là le moyen infailible.

“ En ce qui concerne l'alcoolisme, la Suède et la Norvège, pour ne parler que d'elles, ont prouvé d'une façon irréfutable la puissance souveraine d'une législation bien faite.—(Dr. Jacques Berthillon).

30.—Parmi les anti-alcoolistes, il peut se rencontrer, des hommes aux intentions moins droites, soit; mais le mouvement contre l'intempérance est universel et soutenu par des hommes de toutes classes et de toutes professions. Et les femmes, sont-elles à dédaigner? or l'immense majorité des femmes de tous les pays civilisés sont depuis longtemps gagnées à la “Cause de la Tempérance”.

Un jour quelqu'un en France a pu s'écrier, hélas! avec trop de raison: LA POLITIQUE NOUS RIVE A L'ALCOOLISME. Avant longtemps nos députés auront le droit de s'écrier, pendant les élections: LA POLITIQUE NOUS DELIVRE DE L'ALCOOLISME.

DISPOSITIONS NOUVELLES ET RADICALES SUGGEREES PAR LA LIGUE AYANT POUR BUT LA PRATIQUE DE LA SOBRIETE PAR LA DIMINUTION DES OCCASIONS ET LA PREVENTION DES DESORDRES.

10.—Abolition du comptoir, de l'étalage, du bar ou buvette partout, savoir : hôtels, restaurants, bateaux à vapeur, stations de chemins de fer et autres endroits licenciés;

20.—Séparation du commerce de liqueurs (pour le détail au moins) du commerce d'épicerie et prohibition aux hôtels, restaurants, bateaux à vapeur, stations de chemins de fer et autres endroits licenciés pour la vente de la boisson au verre ou à la bouteille, de vendre à la bouteille, ou à la mesure, pour être emportée et être consommée en dehors;

30.—Abolition des licences spéciales d'excursions, pique-niques, expositions, courses, salles de danses, lieux d'amusements publics et autres;

40.—Pas de licences à l'avenir dans un rayon de 300 pieds des lieux consacrés au culte, des établissements d'éducation ou de charité, du marché, salles d'exercices, manège militaire, et manufactures employant plus de 25 personnes, et abolition graduelle des licences existant actuellement près de ces établissements à fur et à mesure qu'ils cesseraient pour des causes naturelles ou légales;

50.—Addition de la Fête du Travail et de la Fête de la Confédération aux jours de fermeture des établissements licenciés;

60.—Faculté accordée aux conseils municipaux des villages et paroisses d'aider à la création d'hôtels de tempérance pour les voyageurs, au moins d'une aide pécuniaire ou autrement;

70.—Fermeture à une heure le samedi au lieu de sept heures.

DISPOSITIONS SUGGEREES PAR LA LIGUE POUR EMPECHER UN TROP GRAND ACCROISSEMENT DES DEBITS DE BOISSONS ET ASSURER UN TENANCIER CONVENABLE POUR CES ETABLISSEMENTS.

10.—Nécessité de la signature de la majorité des électeurs dans chaque arrondissement de votation;

20.—Publicité de la demande par un avis dans un journal et publication des noms des signataires;

30.—Incapacité de tout tenancier, dont la licence a été révoquée pour causes, d'avoir une autre licence pour l'espace de cinq années;

40.—Incapacité d'avoir plus d'une licence, soit directement ou indirectement, ce droit n'appartenant qu'au propriétaire de l'établissement pour lequel une licence est demandée;

50.—Incapacité de la femme, sauf la veuve du propriétaire d'une patente;

60.—Abolition du droit de transport d'une licence à une autre personne, sauf la transmission aux héritiers dans le cas de décès.

70.—Pouvoir donné aux commissaires, aux conseils municipaux d'avoir des officiers sous leur contrôle et surveillance pour faire l'inspection des lieux pour lesquels une licence a été demandée ou obtenue, pour s'assurer de la manière dont l'établissement est tenu, faire l'inspection des boissons et autres objets se rapportant à la loi, la morale ou l'hygiène;

80.—Pouvoir discrétionnaire absolu des commissaires et conseils municipaux pour refuser une licence, même sans donner de raisons;

90.—Droit de tout conseil municipal dans les cités et villes comme ailleurs de faire réduire le nombre des licences, à leur discrétion, lorsque ce nombre a été fixé par des lois spéciales;

100.—Droit accordé aux conseils municipaux dans les cités et villes de décréter la prohibition locale par quartiers ou arrondissements de votation après un plébiscite à l'époque des élections municipales;

110.—Abolition des licences de club, autres que les clubs incorporés par statut.

DISPOSITIONS SUGGEREES PAR LA LIGUE POUR UNE MEILLEURE OBSERVANCE DE LA LOI.

10.—Contrôle des commissaires et conseils municipaux après l'octroi d'une licence et pendant toute sa durée, avec droit de casser ou rappeler une licence pour causes, au cours de l'année;

20.—Droit de poursuite sous le droit commun, à toute personne ou société de tempérance incorporée ou non au lieu du percepteur seul et autant de fois qu'il y a eu de violations commises dans une seule journée, chaque violation étant une offense;

30.—Droit de saisie des boissons, instruments de jeux et marchandises ou choses tenues illégalement, donné à tout constable, officier de police ou du revenu, et non pas au percepteur seulement ou avec son autorisation;

40.—L'emprisonnement à la seconde offense sans option d'amende, et révocation de licence dans le cas d'un licencié;

50.—Défense à toute personne de venir prendre des commandes de boissons et liqueurs alcooliques dans toute localité où la prohibition a été décrétée;

60.—Défense d'expédition de boissons alcooliques dans ces mêmes localités avec condition de paiement sur livraison à la personne, agent de chemin de fer ou compagnie qui en a fait le transport.

RECOMMANDATIONS

(1)—On recommande au gouvernement provincial d'afficher les résultats scientifiques ayant trait aux effets de l'alcool sur le corps humain.

(2)—On recommande d'amender la loi des villes et le Code Municipal de façon à permettre aux Conseils Municipaux dans les petites villes et les districts ruraux, d'aider par des subsides au maintien d'un ou de plusieurs hôtels de tempérance, à condition que ces hôtels soient bien tenus et donnent satisfaction au public.

(3)—On recommande au gouvernement de reviser et de rendre plus efficaces les méthodes actuellement en vigueur pour faire observer la loi des licences, et de prendre des mesures pour prévenir les négligences des Conseils Municipaux sur ce point et les retards dans les poursuites.

LIGUE ANTIALCOOLIQUE DE MONTREAL

Extrait des Minutes de la Société Médicale de Montréal

MARDI, 3 DECEMBRE 1912

Que la Société Médicale de Montréal loue l'initiative de l'Ecole Sociale Populaire pour connaître l'opinion des Médecins de la Province de Québec au sujet de l'alcool ;

Que la Société Médicale de Montréal, comme corps, approuve les conclusions suivantes du rapport de la Ligue antialcoolique, aux Commissaires royaux chargés de s'enquérir sur l'alcool dans la Province de Québec, savoir :—

(1)—La science contemporaine soutient, avec raison et preuves à l'appui, que l'alcool, poison surtout du foie et du système nerveux, est, en vérité, une substance dangereuse dont les hommes doivent absolument s'abstenir.

(2)—Il n'y a pas de boissons hygiéniques parmi les boissons alcooliques.

(3)—L'usage extrêmement modéré d'une des boissons fermentées peut ne pas toujours nuire à certains individus, mais n'est jamais véritablement salulaire.

(4)—Pour être en possession aussi complète que possible, à tous les instants de notre existence, de nos facultés et de nos moyens naturels, il faut être d'une rigoureuse abstinence.

(La Société Médicale a préféré s'abstenir de se prononcer sur la clause 5 parce qu'elle n'a pas voulu s'aventurer sur un terrain qu'elle ne connaît pas).

Que cette Société demande à tous ses membres de communiquer dans leur rapport au Président de l'Ecole Sociale Populaire, ce qu'ils croiront de nature à éclairer l'opinion publique au sujet de l'alcool, et de faire converger tous leurs efforts pour créer une saine opinion scientifique à ce sujet.

Que la Société Médicale de Montréal demande aux Sociétés Médicales Rurales d'entrer dans ce mouvement, d'adopter les résolutions qu'elles croiront opportunes au sujet de l'alcool et d'en adresser copie au Président de l'Ecole Sociale Populaire.

Que copie des présentes résolutions soient adressées au Président de l'Ecole Sociale Populaire, aux revues médicales et aux divers journaux de la cité.

Le Secrétaire,

C. WILFRID DEROME.